

**RÈGLEMENT NUMÉRO RM 410 INTITULÉ
« RÈGLEMENT CONCERNANT LE CONTRÔLE DES ANIMAUX »**

Mise à jour	Numéro de règlement	Date d'entrée en vigueur
1	RM 410-1-2021	11 juin 2021
2	RM 410-2-2024	5 avril 2024

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude ou à la fiabilité du texte et les erreurs typographiques ont été volontairement laissées afin de préserver l'intégrité du texte tel qu'adopté. Afin d'obtenir la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements, le lecteur devra contacter le Service du greffe au 450 538-2290.*

RM 410
Règlement concernant le contrôle des animaux

CONSIDÉRANT les pouvoirs conférés par les articles 4 et 59 de la *Loi sur les compétences municipales* et la *Loi sur les cités et villes*;

CONSIDÉRANT QUE le *Conseil* désire adopter un règlement concernant le contrôle des animaux;

CONSIDÉRANT QUE la Sûreté du Québec, dans le cadre de sa politique de gestion, portera assistance au *Représentant Désigné* par le *Conseil* municipal en regard de sa mission de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a été donné au préalable à la séance du 7 décembre 2020, comme il en appert de la résolution 2020-12-490;

CONSIDÉRANT QU'un projet du présent règlement a été déposé au préalable à la séance du 7 décembre 2020, comme il en appert de la résolution 2020-12-491;

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR DANIEL MARTIN
APPUYÉ PAR DOMINIQUE PARENT
ET RÉSOLU :

Que le présent règlement soit adopté comme suit :

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

1.2. OBJET

Le présent règlement a pour but de réglementer la possession, le contrôle et la garde des animaux se trouvant sur le territoire de la Ville de Sutton.

1.3. DÉFINITIONS

Pour l'interprétation du présent règlement, les mots et expressions suivants ont le sens qui leur est attribué au présent article. Lorsqu'un mot ou une expression n'y est pas défini, il s'entend dans son sens commun.

Agent de la Paix : Désigne un policier responsable de l'application du présent règlement.

Animal Dangereux : Est considéré un *Animal Dangereux*, l'animal qui :

- Est désigné comme tel dans la Loi en vigueur au Québec.
- Est issu d'un croisement avec un *Animal Sauvage* ou *Exotique*.
- Soit mord, tente de mordre ou attaque une personne ou un autre animal lui causant une blessure, une lésion ou un dommage.
- Soit manifeste de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs, en aboyant féroce ou en agissant de toute autre manière qui indique objectivement que l'animal pourrait mordre ou attaquer.
- Soit n'obtempère pas aux ordres répétés de son gardien et a un comportement d'agressivité ou est en mode offensive ou défensive de telle sorte qu'il est prêt à attaquer toute personne ou tout animal.
- Soit, de par son comportement ou sa nature, met en péril la vie d'une personne.

Animal Sauvage ou Exotique : Un animal dont l'espèce n'a pas été normalement

apprivoisée par l'homme qui vit, habituellement, dans les bois, dans les déserts ou dans les forêts, ainsi que tout animal considéré rare, exotique ou en voie de disparition et qui requiert, pour sa garde, un permis ou un certificat en vertu d'une loi provinciale ou fédérale.

Animal de Ferme : Un animal que l'on retrouve habituellement sur une exploitation agricole et qui est gardé particulièrement pour des fins de reproduction ou d'alimentation.

Animal Domestique : Un animal qui vit, habituellement, avec l'homme.

Autorité Compétente : Un *Agent de la Paix*, un *Représentant Désigné* ou toute autre personne nommée par le *Conseil* qui voit à l'application du présent règlement.

Chien d'Assistance : Chien dressé et entraîné, muni ou non d'un attelage spécialisé, pour guider ou assister une personne atteinte d'un handicap visuel, physique ou psychologique.

Conseil : Le Conseil de la Ville de Sutton.

Gardien : Désigne le propriétaire de l'animal ou la personne qui en a la garde, lequel est responsable de toute infraction commise par cet animal.

Est présumé *Gardien*, la personne qui donne refuge à un animal, le nourrit, ou l'accompagne, qui agit comme si elle en était le maître ou la personne majeure vers qui l'animal se dirige instinctivement, sans nécessairement qu'il y ait un signe ou une parole de prononcée.

Est aussi réputé être *Gardien*, le propriétaire, l'occupant ou le locataire de l'*Unité d'Occupation* où vit habituellement l'animal.

Oiseau de basse-cour : Outre les poules, espèce de volaille identifiée parmi la liste suivante : dindons, canards, cailles, perdrix, faisans, pintades et oies.

Modifié par l'article 2 du règlement 410-1-2021

Place Publique : Un terrain appartenant à la *Ville* ou à toute instance gouvernementale, notamment un parc, une piste cyclable, une rue, route ou autre voie qui n'est pas du domaine privé, un trottoir, une infrastructure sportive ou récréative, un stationnement dont l'entretien est à la charge de la municipalité et les édifices à caractère public.

Poulailler urbain : Un bâtiment fermé où l'on élève des Poules, lequel bâtiment doit respecter les prescriptions prévues à la section 5 du chapitre 3 du présent règlement, ou un bâtiment accessoire fermé déjà existant dans lequel on peut élever des Poules et auquel on peut ajouter un Parquet extérieur.

Modifié par l'article 3 du règlement 410-1-2021

Poule : Oiseau femelle de basse-cour de l'ordre des galliformes élevée dans le but de produire des œufs utilisés dans l'alimentation urbaine (poule pondeuse)

Modifié par l'article 3 du règlement 410-1-2021

Parquet extérieur : Petit enclos extérieur entouré d'un grillage sur chacun des côtés et au-dessus dans lequel les poules peuvent être à l'air libre tout en les empêchant de sortir sur le terrain.

Représentant Désigné : Toute personne, physique ou morale, désignée par résolution du *Conseil* ou tout organisme avec lequel la *Ville* a conclu une entente pour l'application du présent règlement.

Unité d'Occupation : Un terrain ou immeuble privé incluant ses bâtiments accessoires ainsi que toutes pièces situées dans un immeuble et utilisé à des fins résidentielles, commerciales, industrielles et publiques dont le gardien de l'animal est propriétaire, locataire ou occupant.

Ville : Ville de Sutton.

CHAPITRE 2 SÉCURITÉ PUBLIQUE ET INTERVENTIONS

2.1. CONTRÔLE PHYSIQUE DE L'ANIMAL

Tout animal qui se retrouve à l'extérieur des limites de l'*Unité d'Occupation* de son *Gardien*, doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (attache, laisse, enclos, etc.) par une personne raisonnable ayant la capacité physique de le retenir l'empêchant de se promener seul ou d'errer.

2.2. ERRANCE

Il est défendu de laisser un animal errer sur une *Place Publique* ou sur une propriété privée autre que l'*Unité d'Occupation* du *Gardien* de l'animal, sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant des lieux.

Tout animal se trouvant sur une telle propriété privée sans son *Gardien* est présumé s'y trouver sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant.

2.3. CONTACT PHYSIQUE

Le *Gardien* doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'animal d'avoir un contact physique avec une personne ou un contact agressif avec un autre animal.

L'obligation imposée au *Gardien* en est une de résultat, et ce partout sur le territoire de la municipalité.

2.4. ÉDIFICES PUBLICS

Nul ne peut se trouver dans un édifice public avec un animal. Aux fins du présent article, sont considéré comme un édifice public, tout immeuble propriété de la *Ville* ou de l'État, incluant ses mandataires.

Le présent article ne s'applique pas aux *Chiens d'Assistance*.

2.5. ENSEIGNE D'ACCÈS INTERDIT

Le *Gardien* accompagné de son animal ne peut se trouver sur ou dans une *Place Publique* identifiée par une enseigne interdisant son accès. Le *Conseil* spécifie les endroits où il y a une telle interdiction.

Cette disposition ne s'applique pas aux *Chiens d'Assistance*.

2.6. TRANSPORT DANS UN VÉHICULE

Le *Gardien* qui transporte un animal dans un véhicule doit s'assurer que cet animal ne puisse quitter ledit véhicule ou entrer en contact avec une personne passant à proximité de celui-ci.

2.7. TRANSPORT EN CAGE

Tout *Gardien* transportant un animal dans la boîte arrière d'un véhicule routier non fermé, doit le placer dans une cage aménagée de façon à respecter la physionomie et la grosseur de l'animal.

2.8. NUISANCES

Les faits, circonstances, gestes et actes suivants, concernant un animal ou commis par un animal ou par son *Gardien*, constituent une infraction de responsabilité absolue et sont des nuisances :

- a) Le fait qu'un animal étrangle, mord ou tente de mordre une personne ou un autre animal;
- b) Le fait qu'un animal présente un quelconque danger pour autrui ou un autre animal;
- c) Le fait, pour un *Gardien* de laisser son animal aboyer, miauler, hurler, chanter ou faire du bruit, de façon qu'une personne raisonnable soit incommodée ou que la paix et tranquillité soit troublée;
- d) De causer des dommages à la propriété d'autrui;
- e) De déplacer ou détruire les sacs à ordures ménagères.

2.9. ANIMAL DANGEREUX ATTACHÉ

Un *Animal Dangereux* doit être attaché en tout temps, lorsqu'il est à l'extérieur du bâtiment, mais à l'intérieur des limites de l'*Unité d'Occupation* de son *Gardien*.

2.10. ANIMAL DANGEREUX ERRANT

Un *Animal Dangereux* qui erre sur le territoire de la *Ville* peut être attrapé et mis sous garde pour que son état soit évalué.

2.11. ANIMAL DANGEREUX DANS LES PLACES PUBLIQUES

Le *Gardien* d'un *Animal Dangereux* ne peut se trouver de quelque façon que ce soit avec celui-ci dans une *Place Publique*, sauf si :

- a) L'animal est retenu par une personne de plus de 18 ans au moyen d'une laisse d'une longueur maximale d'un (1) mètre; et
- b) Qu'il porte une muselière de type « panier » en tout temps;

2.12. DANGER IMMÉDIAT

Tout *Animal Dangereux* présentant un danger immédiat et réel peut être abattu sur-le-champ à tout endroit sur le territoire de la *Ville*.

CHAPITRE 3 GARDE, NUISANCES ET CONTRÔLE DES ANIMAUX

SECTION 1 GARDE

3.1.1. NOMBRE D'ANIMAUX AUTORISÉS

Il est interdit d'être en possession ou de garder plus de cinq (5) animaux, non prohibés par une autre disposition du présent règlement, dans une unité d'occupation incluant ses dépendances, excluant les vertébrés aquatiques (poissons) ou les oiseaux en cage. Ce nombre maximal d'animaux ne peut dépasser deux (2) chiens.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux chenils, animaleries, hôpitaux pour animaux, cliniques vétérinaires et établissements tenus par un organisme de protection des animaux, exploités en conformité avec la réglementation municipale ou le présent règlement, ni aux Poules et Poulailleurs urbains faisant l'objet de la section 5 du présent chapitre.

Malgré le premier alinéa, si un animal met bas, les petits peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas trois (3) mois à compter de leur naissance.

À titre de mesure transitoire, le *Gardien* qui possédait, avant le 13 mars 2013, plus de deux (2) chiens conserve le droit de garder ses chiens jusqu'au décès, la vente ou la donation de ceux-ci. Toutefois, ledit *Gardien* ne doit pas posséder plus de cinq (5) chiens

Modifié par l'article 4 du règlement 410-1-2021

3.1.2. STÉRILISATION DES CHIENS ET CHATS

[Article non applicable sur le territoire de la *Ville* de Sutton]

3.1.3. ANIMAL DE FERME

La garde d'Animaux de ferme est autorisée uniquement dans les zones agricoles municipales ou dans les secteurs qui le permettent par règlement municipal.

Le présent article ne s'applique pas aux Poules et Poulailleurs urbains faisant l'objet de la section 5 du présent chapitre.

Modifié par l'article 5 du règlement 410-1-2021

3.1.4. ANIMAL SAUVAGE OU EXOTIQUE

La garde de tout *Animal Sauvage ou Exotique* est prohibée.

3.1.5. ANIMAUX DANGEREUX

Lorsqu'un animal est considéré comme dangereux, son *Gardien* devra se conformer aux mesures imposées par le *Fonctionnaire Désigné* notamment, mais non exhaustivement parmi les suivantes :

- Faire stériliser son animal;
- Faire vacciner son animal contre la rage;

- Faire identifier son animal à l'aide d'une micropuce ou d'un tatouage d'identification;
- Détenir une assurance responsabilité d'une couverture minimale d'un million de dollars pour les blessures ou dommages pouvant être causés par l'animal;
- Hors de son *Unité d'Occupation*, l'animal doit être conduit par une personne âgée de 18 ans ou plus au moyen d'une laisse d'une longueur maximale d'un (1) mètre et porter une muselière de type « panier » en tout temps;
- Suivre et réussir avec son animal, un cours de base en dressage et obéissance donné par une autorité certifiée;
- Faire inscrire son animal au registre des animaux dangereux tenu par la *Ville*;
- Afficher bien en vue sur son *Unité d'Occupation* un avis portant la mention « Attention ! Animal dangereux » ;
- Fournir à l'*Autorité Compétente*, la preuve que toutes les conditions imposées en vertu du présent article sont respectées.

À défaut de respecter les mesures imposées par le *Fonctionnaire Désigné*, le *Gardien* devra soumettre son animal à l'euthanasie sans autre avis ni délai.

3.1.6. ABRI EXTÉRIEUR

Tout *Gardien* d'un *Animal Domestique* gardé à l'extérieur doit lui fournir un abri approprié à son espèce et à la température.

L'abri doit notamment comporter un endroit ombragé et être étanche, isolé du sol et construit d'un matériau isolant.

3.1.7. ABANDON D'UN ANIMAL

Nul ne peut abandonner ou déposer un ou des animaux, en tout lieu, dans le but de s'en départir. Le *Gardien*, à défaut de le donner ou de le vendre, doit remettre le ou les animaux au *Représentant Désigné* qui en dispose par adoption ou euthanasie. Tous les frais encourus par la *Ville* seront à la charge du *Gardien*.

3.1.8. MORT D'UN ANIMAL

Lorsqu'un animal meurt, le *Gardien* peut remettre celui-ci au *Représentant Désigné* ou à un vétérinaire, dans les vingt-quatre (24) heures de son décès. Tous les frais encourus par la *Ville* seront à la charge du *Gardien*.

Le *Gardien* ne peut en disposer en le déposant dans le bac d'ordures ménagères

3.1.9. SALUBRITÉ

Il est interdit de garder ou de permettre ou tolérer que soient gardés, dans un logement ou un bâtiment où habitent des personnes et des animaux de manière à rendre cette habitation insalubre.

Tout *Gardien* doit conserver les lieux où il garde son ou ses animaux dans un bon état de propreté et de salubrité, exempt d'excréments.

3.1.10. MALTRAITANCE ET CRUAUTÉ

Il est défendu de maltraiter, molester, harceler, provoquer ou faire subir de la cruauté à tout animal.

Le *Gardien* doit respecter les règles édictées dans la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* visant la protection, le bien-être et la sécurité des animaux.

3.1.11. MALADIES

Constitue une infraction au présent règlement le fait pour un *Gardien*, sachant que son animal est atteint d'une maladie contagieuse, de ne pas prendre les mesures nécessaires pour éviter la contagion, néglige de faire soigner son animal ou de le soumettre à l'euthanasie.

3.1.12. MORSURE

Un animal qui mord une personne ou un autre animal doit être isolé et placé en quarantaine par le *Gardien* ou le *Représentant Désigné*, que l'animal soit vacciné ou non contre la rage.

3.1.13. QUARANTAINE

Le *Gardien* d'un animal qui a mordu une personne ou un autre animal doit isoler son animal de tout autre animal ou personne pendant une période de quinze (15) jours.

Il doit également permettre à toute personne mandatée par la *Ville*, notamment un vétérinaire, ou à tout agent ou représentant de tout ministère provincial ou fédéral, de voir et d'examiner l'animal afin de constater s'il est gardé de manière à assurer la sécurité des personnes de la maison et du voisinage.

Le *Gardien* doit se conformer à toutes directives données par l'une ou l'autre des personnes mentionnées au deuxième alinéa.

Lorsque la personne mandatée par la *Ville* ou l'un des représentants d'un quelconque ministère provincial ou fédéral, après avoir examiné l'animal, en vient à la conclusion qu'il est atteint de la rage ou qu'il représente un danger pour les personnes, son *Gardien* doit le soumettre à l'euthanasie. L'animal doit immédiatement être envoyé au refuge animalier ou chez un vétérinaire, au choix du *Gardien* ou le *Représentant Désigné*.

Le *Représentant Désigné* doit saisir un animal qui mord une personne ou un autre animal et le placer en quarantaine dans un refuge animalier lorsque le *Gardien* refuse ou néglige de se conformer aux dispositions prévues au présent article.

3.1.14. MISE SOUS GARDE D'UN ANIMAL

Lorsqu'un animal est mis sous garde conformément à une disposition du présent règlement, il est amené dans un refuge animal, chez un vétérinaire ou dans un autre lieu désigné à cet effet par le *Conseil*.

3.1.15. DÉLAI DE GARDE

Un animal mis sous garde est conservé pendant une période de trois (3) jours de calendrier.

À l'expiration de ce délai, l'animal peut être aliéné à titre gratuit ou onéreux ou euthanasié, au choix du Représentant Désigné.

Modifié par l'article 2 du règlement 410-2-2024

3.1.16. FRAIS

Tous les frais découlant du présent chapitre sont à la charge du *Gardien* de l'animal en cause notamment, les frais reliés :

- a) à la fourniture de soins
- b) à la garde
- c) à la mise en quarantaine
- d) à l'abandon
- e) à l'euthanasie
- f) à la disposition du corps

SECTION 2 NUISANCES

3.2.1 NUISANCES

Nonobstant l'article 2.8 du présent règlement, les faits, circonstances, gestes et actes suivants, concernant un animal ou commis par un animal ou par son *Gardien*, constituent une infraction de responsabilité absolue et sont des nuisances :

- a) Le fait qu'un *Animal Sauvage* ou *Exotique* se retrouve sur la propriété d'autrui, dans des lieux loués par autrui ou dans un espace occupé par un autre occupant.

- b) De nourrir, de garder ou autrement attirer des pigeons, des goélands, des écureuils, bernaches ou tout autre animal vivant en liberté dans les limites de la *Ville* de façon à nuire à la santé, à la sécurité ou au confort du voisinage. N'est pas visé par le présent article, les mangeoires servant et conçues pour nourrir les petits oiseaux.
- c) De détruire, d'endommager ou de salir, en déposant des matières fécales ou urinaires sur les parcs, les voies publiques et les propriétés autres que celle de son *Gardien*. Dans ce cas, le *Gardien* doit procéder à l'enlèvement des matières et au nettoyage des lieux;

3.2.2 DISPOSITION DES EXCRÉMENTS

Tout *Gardien* d'un animal se trouvant à l'extérieur de son *Unité d'Occupation*, doit enlever immédiatement les excréments produits par son animal et en disposer de manière hygiénique. La *Ville* entend entre autres, par les termes « *de manière hygiénique* », le fait de déposer les excréments dans un sac et de disposer du sac dans une poubelle.

Tout *Gardien* doit avoir en sa possession un sac prévu à cette fin.

Le *Gardien* d'un animal qui refuse ou néglige de le faire contrevient au présent règlement.

Cet article ne s'applique pas au *Gardien* d'un *Chien d'Assistance*.

SECTION 3 CONTRÔLE DES CHIENS
--

3.3.1 PERMIS OBLIGATOIRE POUR LES CHIENS

Nul ne peut garder un chien vivant habituellement à l'intérieur des limites de la *Ville* à moins d'avoir obtenu au préalable un permis conformément au présent règlement.

Cette obligation ne s'applique pas aux chiots de moins de trois (3) mois d'âge de même qu'aux chiens gardés dans un chenil, une animalerie, un hôpital pour animaux, une clinique vétérinaire et un établissement tenu par un organisme de protection des animaux. Cette obligation ne s'applique pas non plus aux autres types d'animaux.

En aucun cas, un permis obtenu en vertu du présent règlement ne constitue un droit de garder animal dont la garde est prohibée.

3.3.2 PERMIS POUR CHIEN EN VISITE

L'obligation d'obtenir un permis s'applique également aux chiens ne vivant pas habituellement à l'intérieur des limites de la *Ville*, mais qui y sont amenés pour une période de plus de trente (30) jours consécutifs.

3.3.3 DEMANDE DE PERMIS

Pour obtenir ledit permis, le *Gardien* doit remplir le formulaire prévu à cet effet et fournir à la personne désignée son nom, adresse, date de naissance et numéro de téléphone, de même que la race, l'âge, le sexe, le nom, la couleur du chien, la date de sa plus récente vaccination et toute indication utile pour établir l'identité de l'animal.

Lorsque la demande de permis est faite par un mineur, le père, la mère, le répondant du mineur doit consentir à la demande au moyen d'un écrit produit avec cette demande.

3.3.4 COÛT DU PERMIS

La somme à payer pour l'obtention d'un permis pour chaque chien est fixée annuellement dans le *Règlement décrétant la tarification pour le financement de certains biens, services ou activités* de la *Ville*.

Cette somme n'est ni divisible ni remboursable et ne peut être transférée d'un chien à un autre.

Le permis est gratuit s'il est demandé pour un *Chien d'Assistance*, sur présentation d'un document attestant du handicap de son *Gardien* ou d'une attestation de chien d'assistance à l'entraînement émise par un organisme ou une école de dressage reconnue.

3.3.5 VALIDITÉ ET NOMBRE DE PERMIS

Ce permis est valide pour un (1) an. Il est incessible et non remboursable.

Le permis émis pour un Chien d'Assistance est valide pour toute la vie de ce chien et n'a pas à être renouvelé. Il est incessible et non remboursable.

Un Gardien ne peut se voir délivrer plus de permis que le nombre d'animaux autorisés à moins de démontrer qu'il s'est départi d'un ou de ses animaux pour lesquels les permis précédents ont été délivrés.

Modifié par l'article 3 du règlement 410-2-2024

3.3.6 DÉLÉGATION

La Ville peut désigner tout mandataire ou conclure des ententes avec toute personne morale ou physique ou avec tout organisme pour l'autoriser à percevoir le coût des permis et effectuer toute autre tâche reliée à la gestion du contrôle des animaux en vertu du présent règlement.

3.3.7 MÉDAILLE

Contre paiement du prix du permis, la personne désignée remet au *Gardien* la médaille et le numéro d'enregistrement du chien.

3.3.8 PORT DE LA MÉDAILLE

Le *Gardien* doit s'assurer que le chien porte cette médaille en tout temps.

3.3.9 REGISTRE

La personne désignée tient un registre où sont inscrits le nom, prénom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone du *Gardien* ainsi que le numéro de permis dudit chien pour lequel une médaille est émise, de même que tous les renseignements relatifs à ce chien.

3.3.10 REMPLACEMENT DE LA MÉDAILLE

Advenant la perte ou la destruction de la médaille, le *Gardien* d'un chien à qui elle a été délivrée peut en obtenir une autre sur paiement de la somme fixée par le *Règlement décrétant la tarification pour le financement de certains biens, services ou activités* de la Ville.

3.3.11 CAPTURE DES CHIENS SANS MÉDAILLE

Un chien qui ne porte pas la médaille prévue au présent règlement est capturé par le *Représentant Désigné* et mis sous garde. Des frais pour la reprise de possession dudit chien seront exigés au *Gardien*.

3.3.12 CHIEN DE GARDE

Sous réserve des dispositions de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens*, des règlements adoptés en vertu de cette loi et/ou de toute autre loi qui remplace ladite loi, le gardien d'un chien utilisé pour des raisons de garde et de sécurité doit installer sur sa propriété des indications à cet effet.

3.3.13 LOI VISANT À FAVORISER LA PROTECTION DES PERSONNES PAR LA MISE EN PLACE D'UN ENCADREMENT CONCERNANT LES CHIENS

La *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* et les règlements adoptés en vertu de cette loi, ainsi que toute autre loi qui remplacerait ladite loi, ont préséance sur le présent règlement.

SECTION 4 DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHENILS, CHATTERIES, FOURRIÈRE ET PENSIONS POUR ANIMAUX DOMESTIQUES

3.4.1 NOMBRE D'ANIMAUX AUTORISÉ

Tout chenil, chatterie, fourrière ou pension pour animaux domestiques doit respecter le nombre d'animaux autorisé suivant :

- Chenil : 20 chiens maximum
- Chatterie : 20 chats maximum
- Fourrière ou pension : 40 animaux maximum, sans dépasser 20 chiens

3.4.2 SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX BÂTIMENTS

Tout chenil, chatterie, fourrière et pension pour animaux domestiques doit être aménagé à l'intérieur d'au moins un bâtiment, autre qu'un bâtiment principal résidentiel. Ce bâtiment doit satisfaire aux exigences établies par les règlements d'urbanisme de la *Ville*.

Les enclos intérieurs doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- Les cloisons ceinturant les enclos intérieurs doivent être opaques et recouvertes d'un recouvrement non poreux afin d'en faciliter le lavage et l'Entretien sur une hauteur minimale de 1,20 mètre.
- Chaque enclos intérieur doit être muni d'une porte et celle-ci doit être pourvue d'un grillage ou d'un vitrage permettant de dégager un champ de vision aux chiens.
- Chaque enclos intérieur doit être muni d'un loquet empêchant l'ouverture de la porte depuis l'intérieur de celui-ci.
- Chaque enclos intérieur doit être pourvu d'une aire de repos aménagée avec un matériau souple assurant le confort de l'animal.

Le bâtiment ainsi que l'aire d'exercice doivent être maintenus dans des conditions de salubrité, incluant la vidange quotidienne des excréments et la désinfection régulière des lieux. Les conditions seront considérées comme insalubres lorsque les lieux présenteront une accumulation de matière fécale, la présence d'odeur nauséabonde et/ou la présence de rongeur et/ou d'insecte pouvant mettre en danger la santé de l'animal.

Lorsque le bâtiment est desservi par un système d'approvisionnement en eau potable, ledit bâtiment doit être raccordé à un système de traitement des eaux usées indépendant de celui du bâtiment principal résidentiel.

3.4.3 DISPOSITIONS RELATIVES AUX CAGES

Les dimensions des cages doivent être proportionnelles à la taille et à l'espèce de l'animal qui y est logé. Une cage destinée à abriter un chat doit avoir une superficie minimale de 0,40 mètre carré. Tout équipement conçu pour le transport des animaux n'est pas considéré comme une cage aux fins du présent paragraphe.

3.4.4 CERTIFICAT D'OCCUPATION

L'opération d'un chenil, d'une chatterie, d'une fourrière ou d'une pension pour animaux domestiques est autorisée uniquement dans les zones ou dans les secteurs qui le permettent par règlement municipal.

SECTION 5 DISPOSITIONS RELATIVES AUX POULES ET POULAILLERS URBAINS

3.5.1 NOMBRE DE POULES AUTORISÉES

Dans les périmètres d'urbanisation, comme défini aux cartes 11, 12 et 13 du Plan d'urbanisme numéro 114, la garde de Poules est autorisée aux conditions suivantes :

- *Un maximum de trois (3) Poules peut être gardé par terrain;*
- *Le coq ou tout Oiseau de basse-cour est interdit;*
- *Uniquement en usage accessoire à l'usage « habitation unifamiliale »;*
- *Le Gardien doit respecter toutes les autres règles applicables édictées au présent règlement.*

Hors des périmètres d'urbanisation mentionnés à l'alinéa précédent, la garde de Poules est autorisée aux conditions suivantes :

- *Un maximum de dix (10) Poules peut être gardé par terrain;*
- *Le coq ou tout Oiseau de basse-cour est interdit;*
- *Uniquement en usage accessoire à l'usage « habitation unifamiliale »;*
- *Le Gardien doit respecter toutes les autres règles applicables édictées au présent règlement.*

3.5.2 LE POULAILLER URBAIN ET LE PARQUET EXTÉRIEUR

Les Poules doivent être gardées en permanence à l'intérieur d'un Poulailleur urbain comportant un Parquet extérieur grillagé de manière à ce qu'elles ne puissent en sortir librement. Les Poules ne doivent pas être gardées en cage.

Un maximum d'un (1) Poulailleur urbain est permis par terrain dans les cours arrière et un bâtiment principal doit être érigé sur ce terrain. Le Poulailleur urbain et le Parquet extérieur doivent être situés à une distance minimale de 2 m de toutes lignes de propriétés. La dimension minimale du Poulailleur urbain doit correspondre à 0,37 m² par Poule et le Parquet extérieur à 0,92 m² par Poule. La superficie et la hauteur maximale du Poulailleur urbain ne peuvent excéder les limites prescrites aux règlements d'urbanisme de la Ville pour des bâtiments accessoires. La hauteur maximale du Parquet extérieur ne peut excéder les limites prescrites aux règlements d'urbanisme de la Ville pour des bâtiments accessoires.

L'aménagement du Poulailleur urbain et celui de son Parquet extérieur doivent permettre aux Poules de trouver de l'ombre en période chaude et d'avoir une source de chaleur en hiver. La conception du Poulailleur urbain doit assurer une bonne ventilation et un espace de vie convenable.

3.5.3 GARDE DES POULES

Les Poules doivent demeurer encloisonnées dans le Poulailleur urbain ou le Parquet extérieur en tout temps. Les Poules doivent être gardées à l'intérieur du Poulailleur urbain entre 23 h et 6 h.

3.5.4 ENTRETIEN, HYGIÈNE ET NUISANCE

Le Poulailleur urbain et son Parquet extérieur doivent être maintenus dans un bon état de propreté. Les excréments doivent être retirés du Poulailleur urbain quotidiennement, éliminés ou compostés en conformité avec la réglementation municipale.

Les eaux de nettoyage du Poulailleur urbain et de son Parquet extérieur ne peuvent se déverser sur la propriété voisine.

Les plats de nourriture et d'eau doivent être conservés dans le Poulailleur urbain ou dans le Parquet extérieur grillagé afin de ne pas attirer d'autres animaux ou rongeurs ou la faune ailée. L'entreposage de la nourriture doit se trouver dans un endroit à l'épreuve des rongeurs.

Aucune odeur liée à cette activité ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain où elle s'exerce. Tout bruit perceptible doit respecter tout règlement municipal sur les nuisances et ne peut empêcher la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être ou l'usage paisible de la propriété d'un ou de plusieurs citoyens.

3.5.5 VENTE DES PRODUITS ET AFFICHAGE

La vente des œufs, de viande, de fumier ou autres produits dérivés de cette activité est prohibée. Aucune enseigne annonçant ou faisant référence à la vente ou à la présence d'un élevage domestique n'est autorisée.

3.5.6 MALADIE ET ABATTAGE DES POULES

Pour éviter les risques d'épidémies, toute maladie grave doit être déclarée à un vétérinaire. Une Poule morte doit être retirée de la propriété dans les vingt-quatre (24) heures.

Il est interdit d'euthanasier une Poule sur le terrain résidentiel. L'abattage des Poules doit se faire par un abattoir agréé ou un vétérinaire que la viande des Poulets soit consommée ou non par le Gardien.

Lorsque l'élevage des Poules prévu au présent règlement cesse ou à l'arrivée de la saison hivernale, il est interdit de laisser errer les Poules dans les rues et places publiques, le Gardien devant faire abattre ses Poules comme stipulé au présent règlement ou les conduire dans une ferme en milieu agricole.

3.5.7 CERTIFICAT D'AUTORISATION

Un certificat d'autorisation est requis pour la garde de Poules. Le coût de ce certificat est fixé au Règlement décrétant la tarification pour le financement de certains biens, services ou activités de la Ville. Ce certificat est requis une seule fois tant et aussi longtemps que le Gardien réside dans l'Unité d'Occupation.

Un certificat d'autorisation est également requis pour l'érection du Poulailleur urbain et de son Parquet extérieur. Le coût de ce certificat est fixé au Règlement décrétant la tarification pour le financement de certains biens, services ou activités de la Ville.

CHAPITRE 4 APPLICATION ET POUVOIRS DES INTERVENANTS

4.1. REPRISE DES DISPOSITIONS

Les dispositions contenues au chapitre 2 du présent règlement trouvent application dans le chapitre 3 comme si elles y étaient reproduites et sont applicables par le *Représentant Désigné*.

4.2. APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT

À moins d'une disposition contraire, le présent règlement s'applique à tous les animaux se trouvant sur le territoire de la *Ville*.

Sous réserve de la section 4 du chapitre 3, le présent règlement ne s'applique pas aux animaleries, aux chenils, ni aux élevages dont les activités sont exercées conformément aux lois et règlements en vigueur.

4.3. REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ NOMMÉ PAR LE CONSEIL

Le *Conseil* peut nommer toute personne, physique ou morale, nécessaire à l'application du présent règlement ou conclure avec tout organisme une entente pour l'application, en tout ou en partie, du présent règlement.

La personne ou l'organisme qui a été désigné par résolution du *Conseil* ou avec lequel la *Ville* a conclu une entente est autorisé à appliquer toute disposition dudit règlement.

La *Ville* doit transmettre le nom du *Représentant Désigné* au responsable du service policier ayant juridiction sur le territoire de la *Ville*.

4.4. POUVOIRS

L'*Autorité Compétente* exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement et notamment :

- a) Elle peut visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques pour s'assurer du respect du présent règlement, et tout propriétaire, locataire ou occupant de l'endroit examiné est tenu de laisser l'*Autorité Compétente* y pénétrer, sur présentation d'une pièce d'identité à cette fin.
- b) Lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire qu'un animal se trouvant sur un terrain privé est en détresse ou que des mauvais traitements lui est imposé, elle peut pénétrer, en tout temps, sur ledit terrain et apporter les correctifs nécessaires ou se saisir de l'animal et le confier à un refuge animalier ou un vétérinaire, et ce, aux frais du *Gardien*. Un avis à cet effet est laissé au *Gardien* ou en son absence, l'avis est laissé dans la boîte aux lettres ou sous la porte.
- c) Elle peut, en tout temps et pour des motifs raisonnables, ordonner la détention ou l'isolement pour une période déterminée d'un animal ou l'imposition de mesures prévues au présent règlement. Le *Gardien* qui ne se conforme pas à cette ordonnance commet une infraction au présent règlement.
- d) Elle peut demander à un vétérinaire d'injecter un calmant pour maîtriser ou endormir un animal se trouvant sur le territoire de la ville et le mettre sous garde.
- e) Elle peut signifier un avis au *Gardien* d'un *Animal Dangereux* enjoignant celui-ci de faire éliminer ce dernier dans un délai de quarante-huit (48) heures. Dans le cas où le *Gardien* d'un *Animal Dangereux* ne se conformerait pas à l'avis donné par l'*Autorité Compétente*, la *Ville* peut prendre les procédures requises pour faire éliminer l'animal dangereux. Un juge de la cour supérieure, sur requête de la *Ville*, peut ordonner au *Gardien* de l'animal de le faire éliminer dans le délai qu'il fixe, et qu'à défaut, l'*Autorité Compétente* pourra saisir l'*Animal Dangereux* et le conduire au lieu désigné pour qu'il soit éliminé sur-le-champ.
- f) Elle peut capturer sur-le-champ un animal constituant une nuisance.
- g) Ordonner le musellement, la détention ou l'isolement de tout animal pour une période déterminée. Le *Gardien* qui ne se conforme pas à cette ordonnance commet une infraction au présent règlement.

4.5. GRILLE D'APPLICATION RÉGLEMENTAIRE

Les chapitres 1, 2, 4, 5 et 6 du présent règlement sont applicables autant par un *Agent de la paix* et que par le *Représentant Désigné*.

Le *Représentant Désigné* a compétence pour appliquer le chapitre 3.

CHAPITRE	<i>Agent de la paix de la Sûreté du Québec</i>	<i>Représentant Désigné par le Conseil</i>
1	X	X
2	X	X
3		X
4	X	X
5	X	X
6	X	X

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS PÉNALES

5.1. RESPONSABILITÉ DU GARDIEN

Le *Gardien* d'un animal doit se conformer aux obligations prévues au présent règlement et est responsable de toute infraction commise à l'encontre de l'une ou l'autre des dispositions relativement à l'animal dont il a la garde.

Lorsque le *Gardien* est mineur, le père, la mère ou le répondant du mineur est responsable de l'infraction commise par le *Gardien*.

5.2. ENTRAVE

Il est interdit de nuire, d'entraver, d'empêcher le travail ou de donner une fausse information à l'*Autorité Compétente* dans l'exécution de ses fonctions.

5.3. POURSUITES PÉNALES

L'*Autorité Compétente* est autorisée à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise ces personnes à délivrer en conséquence les constats d'infraction utiles à cette fin indiquant la nature de l'infraction reprochée et le montant de l'amende. Les procédures de suivi et d'application pour une infraction émise suite à l'émission d'un constat d'infraction pour contravention au présent règlement sont régies par le *Code de procédure pénale du Québec* (LRQ, c. C-25.1).

5.4. RESPONSABILITÉ DES INTERVENANTS

La *Ville*, l'*Autorité Compétente* et leurs préposés ne peuvent être tenus responsables des dommages ou blessures causés à un animal par suite de sa capture et de sa mise sous garde.

Le *Représentant Désigné* doit maintenir une assurance responsabilité civile d'une valeur minimale d'un million de dollars et en remettre une copie à la *Ville*.

5.5. INFRACTIONS ET PEINES

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible sur déclaration de culpabilité :

- a) Pour une première infraction, une amende minimale de 200 \$ et d'au plus 1 000 \$ ainsi que des frais pour une personne physique et d'une amende minimale de 400 \$ et d'au plus 2 000 \$ ainsi que des frais pour une personne morale.
- b) Pour une deuxième infraction à l'un des articles ci-haut d'une amende minimale de 400 \$ et d'au plus 2 000 \$ ainsi que des frais pour une personne physique et d'une amende minimale de 800 \$ et d'au plus 4 000 \$ ainsi que des frais pour une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus. Ces frais sont établis conformément aux tarifs adoptés en vertu du *Code de procédure pénale du Québec* (LRQ, chapitre C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS FINALES

6.1. ANNULATION ET REMPLACEMENT DES ANCIENS RÈGLEMENTS

Le présent règlement annule et remplace le *Règlement numéro RM 410 concernant le contrôle des animaux* adopté en novembre 2010 et le *Règlement numéro 226 concernant les animaux*.

Le remplacement des anciennes dispositions par le présent règlement n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité du règlement remplacé, non plus que les infractions pour lesquelles des procédures n'auraient pas encore été intentées, lesquelles se continueront sous l'autorité dudit règlement remplacé jusqu'à jugement final et exécution.

6.2. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Michel Lafrance
Maire

Jonathan Fortin, LL.B.
Greffier

Avis de motion : 7 décembre 2020
Adoption du projet : 7 décembre 2020
Adoption : 1^{er} février 2021
Entrée en vigueur : 4 février 2021